

Tendances monétaires et financières au premier semestre 2017

L'objet de ces éléments d'analyse conjoncturelle au premier semestre 2017 est de présenter les principales caractéristiques de l'évolution de la situation monétaire et financière de l'économie nationale après près de trois années de choc externe. En particulier, l'accent sera mis sur l'évolution de la situation monétaire et de la liquidité bancaire en lien avec les comptes extérieurs et la trésorerie publique.

1. La balance des paiements

Le prix moyen du baril de pétrole, qui avait chuté à 40,6 dollars au premier semestre 2016, est remonté à 48,2 dollars au second semestre de la même année pour s'établir à 50,9 dollars au premier semestre 2017. Cependant, en termes trimestriels, il a reculé de 53,7 dollars au premier trimestre 2017 à près de 49 dollars au second trimestre de cette année.

Parallèlement à cette remontée des prix du pétrole au cours des trois derniers semestres, les quantités d'hydrocarbures exportées, exprimées en tonnes équivalent pétrole (TEP), ont augmenté de 11,05 % entre le premier et le second semestre 2016 mais ont baissé de près de 6 % au premier semestre 2017 par rapport au second semestre de 2016.

Ainsi, en dépit de la baisse des quantités exportées (TEP) au premier semestre 2017 par rapport au second semestre de 2016, les exportations d'hydrocarbures en valeur ont très légèrement augmenté, passant de 15,45 milliards à 16,12 milliards de dollars entre ces deux périodes, soit une hausse de 4,36 %. Cependant, comparées au premier semestre de 2016, l'augmentation des recettes d'exportations d'hydrocarbures du premier semestre 2017 s'élève à 29,3 %.

Les exportations hors hydrocarbures qui ont connu une nette progression de près de 28 % entre le premier et le second semestre de 2016 passant de 611 à 782 millions de dollars, ont reculé à 637 millions de dollars au premier semestre 2017. Constitués pour l'essentiel de dérivés des hydrocarbures,

aucune tendance favorable d'évolution de ces exportations, en valeur comme en diversité, ne semble se dessiner ces dernières années en dépit de plusieurs mesures d'encouragement des pouvoirs publics.

Suivant l'évolution des exportations d'hydrocarbures, la tendance baissière des exportations totales de biens (fob) durant quatre semestres consécutifs, à partir du second semestre 2014, s'est inversée au second semestre 2016 pour s'établir à 16,23 milliards de dollars contre 13,08 milliards de dollars au premier semestre de la même année. Au premier semestre 2017, les exportations totales se sont établies à 16,76 milliards de dollars, en progression de 3,24 % par rapport au semestre précédent.

Les importations de biens (fob), qui ont atteint le pic de 59,7 milliards de dollars en 2014, ont nettement baissé en 2015 à 52,6 milliards de dollars. Ce recul des importations de biens, entamé au premier semestre de 2015 (27,6 milliards contre 29,5 milliards de dollars au second semestre 2014), s'est poursuivi au second semestre de 2015 (25,06 milliards de dollars). Après s'être stabilisées au premier semestre 2016 (25,12 milliards de dollars), les importations de biens ont repris leur baisse, quoique plus modestement, au second semestre de la même année (24,31 milliards de dollars). Au premier semestre de 2017, elles ont légèrement augmenté par rapport au semestre précédent pour s'établir à 24,58 milliards de dollars.

Par groupe de produits, les produits alimentaires (15,9 % du total des importations de biens en 2016), qui avait fortement baissé au second semestre de 2015, à 4,05 milliards de dollars (4,9 milliards au premier semestre 2015) et plus modérément au premier semestre de 2016, à 3,87 milliards de dollars, ont repris leur hausse au second semestre de la même année (3,99 milliards de dollars) pour la poursuivre au premier semestre 2017 à hauteur de 4,24 milliards de dollars, soit une progression de 6,2 %. Compte tenu du niveau de subventions, explicites et implicites, de beaucoup de produits alimentaires de base, il est intelligible que ces importations ne diminuent pas sur le moyen terme, voire continueront probablement à augmenter.

En revanche, la baisse des importations de biens d'équipements industriels (29,8 % du total des importations de biens en 2016), entamée au premier semestre de 2015 (-5,4 %), s'est poursuivie, semestre après semestre, pour

atteindre 6,99 milliards de dollars au premier semestre de 2017 contre 7,18 milliards au second semestre 2016 et 9,89 milliards de dollars au second semestre de 2014.

De même, les importations de produits semi-finis (22,2 % du total des importations de biens), essentiels au fonctionnement de l'appareil de production national, ont continué de diminuer, passant, de 5,95 milliards de dollars au premier semestre 2015 à 5,75 milliards au premier semestre 2016 pour finir à 5,07 milliards de dollars au premier semestre 2017.

En ce qui concerne les importations de biens de consommation non alimentaires (quasiment 16 % du total des importations), leur baisse entamée dès le premier semestre 2014 (5,13 milliards de dollars) s'est poursuivie jusqu'au second semestre de 2015 (3,90 milliards de dollars) pour s'interrompre au premier semestre 2016 et se stabiliser depuis (4,00 milliards de dollars au premier semestre 2017).

Enfin, les importations du groupe « énergie » (carburants), qui avaient atteint des pics de plus de deux (02) milliards de dollars, en moyenne semestrielle, en 2013, ont diminué depuis pour se stabiliser à hauteur de 600 millions de dollars, en moyenne semestrielle, en 2016 et augmenter à 744 millions de dollars au premier semestre de 2017.

Au total, la diminution appréciable des importations en 2015 et celle plus modérée en 2016 avait concerné tous les principaux groupes de produits. Cependant, en termes semestriels, la baisse des importations des biens alimentaires et non alimentaires s'est interrompue pour se stabiliser dès le second semestre de 2016 pour les premiers et dès le premier semestre de la même année pour les seconds. En revanche, la baisse des importations des biens d'équipement et des produits semi-finis s'est poursuivie encore au premier semestre 2017.

Compte tenu de l'augmentation des exportations d'hydrocarbures (+3,66 milliards de dollars) et du léger recul des importations (-0,549 millions de dollars), le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 7,82 milliards de dollars au premier semestre 2017 contre un déficit de 12,05 milliards de dollars au premier semestre de 2016 et de 8,08 milliards au second semestre de 2016.

En revanche, le déficit du poste « services, hors revenus des facteurs » s'est creusé à 4,47 milliards de dollars contre, respectivement 3,84 et 3,50 milliards de dollars au premier et au second semestre de 2016. Cet élargissement du déficit résulte principalement de la hausse des importations des services « construction », notamment ceux liés aux infrastructures autoroutières, de 153 % par rapport au premier semestre de 2016.

Par contre, le déficit du poste « revenus des facteurs » a diminué à 1,23 milliards de dollars contre 1,31 milliards de dollars au second semestre de 2016, en raison principalement de la hausse des revenus perçus sur les réserves de change (hausse des taux d'intérêt et plus-values de cession de titres). Quant à l'excédent du poste « transferts nets », il s'élève à 1,48 milliard de dollars, en hausse de 7,01 % par rapport au premier semestre de 2016 et de 2,8 % par rapport au second, dans un contexte de légère dépréciation de l'euro face au Dollar. Néanmoins, il demeure proche des soldes enregistrés au cours des six (06) derniers semestres.

Au total, le déficit du compte courant de la balance des paiements, qui avait reculé à 11,45 milliards de dollars au second semestre de 2016 (14,77 milliards au premier semestre), s'est accru de 5,1 % au premier semestre de 2017 pour s'élever à 12,03 milliards de dollars en raison du creusement du déficit du poste « services hors revenus des facteurs ».

Quant au solde du compte « capital et opérations financières », il affiche un excédent de 0,971 milliard de dollars (0,15 milliard au premier semestre 2016) résultant pour plus de la moitié de l'excédent du poste « investissements nets », en recul, au demeurant, par rapport aux excédents des deux semestres de 2016 (0,835 et 0,673 milliard de dollars respectivement).

Au total, le solde global de la balance des paiements affiche un déficit de 11,06 milliards de dollars au premier semestre de 2017 contre un déficit de 11,42 milliards au second semestre de 2016 (14,61 milliards de dollars au premier semestre de 2016).

2. Les réserves de change

En lien avec l'évolution défavorable de la balance des paiements extérieurs au premier semestre de 2017, les réserves officielles de change se sont contractées de 7,846 milliards de dollar, passant de 114,138 milliards de dollars à fin décembre 2016 à 106,292 milliards de dollars à fin juin 2017, soit moins que le déficit du solde global de la BP en raison de l'effet de valorisation positif de près de 3,959 milliards de dollars résultant de l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar sur cette période. Pour mémoire, cet effet de valorisation était négatif lorsque le dollar s'appréciait vis-à-vis de l'euro.

Le niveau des réserves de change demeure encore appréciable et adéquat, notamment au regard de l'encours très faible de la dette extérieure totale (3,962 milliards de dollars). Cependant, compte tenu des perspectives de maintien, à moyen terme, des prix des hydrocarbures proches de leurs niveaux actuels et du déficit encore élevé des comptes extérieurs, notamment leur principal déterminant (la balance des biens et services), des efforts supplémentaires sont requis pour réduire l'absorption et/ou augmenter l'offre domestique de biens pour assurer la viabilité, à moyen terme, de la balance des paiements et limiter l'érosion des réserves officielles de change.

3. Les cours de change du dinar

Dans le domaine des changes, le cours de change du dinar a poursuivi au premier semestre de 2016, quoique plus modérément, sa dépréciation vis-à-vis des deux principales monnaies de règlement de l'Algérie. En moyenne semestrielle, le dinar s'est déprécié de 3,47 % face au dollar et de 4,53 % vis-à-vis de l'euro au premier semestre de 2016 par rapport au second semestre de 2015. En cours de fin de période, le dinar s'est déprécié de 2,93 % face au dollar et de 4,64 % face à l'euro durant la même période.

En revanche, le second semestre 2016 et le premier semestre de 2017 ont été une période de stabilisation relative du cours du dinar après la forte dépréciation de la période allant de janvier 2015 à juin 2016.

En moyenne semestrielle, le dinar s'est légèrement déprécié face au dollar de 1,29 % au second semestre de 2016 par rapport au premier semestre de la

même année et s'est légèrement apprécié de 0,61 % au premier semestre de 2017 comparativement au second semestre de 2016 ; face à l'euro, le dinar s'est, respectivement, apprécié de 0,36 % et de 2,01 % sur les mêmes périodes.

En cours de fin de période et face au dollar, le dinar s'est quasiment stabilisé à fin décembre 2016 par rapport à fin juin 2016 et s'est apprécié de 2,49 % à fin juin 2017 par rapport à fin décembre 2016 ; face à l'euro, il s'est apprécié de 5,48 % à fin décembre 2016 par rapport à fin juin de la même année mais s'est déprécié de 5,43 % à fin juin 2017 par rapport à fin décembre 2016.

4. Les finances publiques

Les hausses des recettes hors hydrocarbures de 1067,4 milliards de dinars (+74,5 %) et dans une moindre mesure des recettes des hydrocarbures (+238,2 milliards de dinars) au premier semestre 2017 par rapport au même semestre de 2016, conjuguée à la baisse des dépenses publiques de 223,8 milliards de dinars (-5,5 %) ont abouti à un déficit budgétaire de 254,5 milliards de dinars (384,1 milliards de dinars pour le solde global du trésor) contre un déficit de 1783,7 milliards de dinars au premier semestre de 2016 (1769 milliards pour le solde global du trésor). Il est utile, cependant, de rappeler que les recettes hors hydrocarbures à juin 2016 n'incluaient pas encore les 610 milliards de dinars de dividendes versés par la Banque d'Algérie alors que les dividendes versés en 2017 sont comptabilisés dans ces recettes à juin 2017.

Ainsi, la forte hausse des recettes hors hydrocarbures à juin 2017 résulte essentiellement de celle des recettes non fiscales dont les dividendes de la Banque d'Algérie versées au trésor qui s'élèvent à 920 milliards de dinars.

Enfin, comme il était prévisible, le Fonds de régulation des recettes (FRR), dont l'encours s'élevait à 740 milliards de dinars à fin décembre 2016, a été totalement épuisé au premier semestre 2017. Il avait pour objectif de mettre en œuvre des politiques budgétaires conjoncturelles contra-cycliques en période de retournement du cycle des prix des hydrocarbures. Mais la très forte chute des prix du pétrole et sa durée, conjuguée au niveau élevé de la dépense publique, ont précipité sa totale érosion sur la période 2014-mi 2017.

5. La situation monétaire

En lien avec les importants déficits des soldes globaux de la balance des paiements (destruction de monnaie), la croissance de la masse monétaire (M2) a été extrêmement faible en 2015 et 2016 (respectivement 0,13 % et 0,82 %).

En contraste avec les années 2015 et 2016, au premier semestre de 2017, la masse monétaire (M2) a augmenté de 4,27 % (4,8 % pour M2 hors dépôts du secteur des hydrocarbures). Cette hausse des liquidités monétaires et quasi monétaires totales a concerné autant la circulation fiduciaire (3,66 %) que les dépôts à vue dans les banques (5,90 %) et CCP (11,36 %) et les dépôts à terme (3,83 %) de sorte que dans les banques, les dépôts à vue représentent 46,33 % du total des dépôts à vue et à terme (hors dépôts en garantie) et les dépôts à terme 53,67 %. En outre et pour la première fois depuis fin 2014, la part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire M2 n'augmente pas et diminue même très légèrement, passant de 32,55 % de M2 à 32,36 % (-0,6 %). Pour mémoire, cette part est passée, en l'espace de deux années, de 26,73 % de M2 à fin 2014 à 32,55 % à fin 2016.

De même, par secteur juridique, hors secteur des hydrocarbures dont les dépôts ont chuté de près de 10 %, la hausse des dépôts totaux dans les banques a concerné autant les dépôts du secteur économique public hors hydrocarbures (8,28 %) que les dépôts du secteur privé et ménages (3,66 %). En termes de structure, les parts du secteur économique public et du secteur privé et ménages dans les dépôts à vue dans les banques (3952,5 milliards de dinars) sont quasiment égales (43,8 % et 43,6 %). Par contre, pour les dépôts à terme dans les banques (4578,0 milliards de dinars), la part du secteur privé et ménages représente quasiment le triple de celle du secteur économique public (3338,4 milliards contre 1145,9 milliards de dinars).

L'analyse des contreparties de la masse monétaire (M2) permet d'identifier les opérations qui affectent son évolution ainsi que celle de la liquidité bancaire.

En lien avec le déficit du solde global de la balance des paiements et en situation de relative stabilité du cours de change du dinar vis-à-vis du dollar, les avoirs extérieurs nets (réserves de change exprimées en dinars) ont diminué de 8,8 % au premier semestre 2017 (destruction de monnaie).

Les crédits nets à l'Etat ont encore augmenté de 14,3 %, passant de 2682,2 milliards de dinars à fin décembre 2016 à 3065 milliards de dinars à fin juin 2017, sous l'effet, notamment de la diminution des avoirs en compte (nets) du Trésor à la Banque d'Algérie (FRR et compte courant) qui passent de 870,1 milliards de dinars à fin décembre 2016 à 315,8 milliards de dinars à fin juin 2017 (injection de monnaie) et en dépit de la diminution des créances des banques sur l'Etat (-8,1 %).

Malgré la diminution des ressources des banques liée aux déficits des paiements extérieurs, les crédits à l'économie, rachats de créances non performantes déduits, ont poursuivi leur progression au cours du premier semestre de 2017 au rythme de 7,05 % contre 6,4 % au premier semestre de 2016 et 2,2 % au second. Ce rythme d'expansion des crédits, en contexte de diminution des ressources des banques, a requis le recours de plusieurs banques au refinancement auprès de la Banque d'Algérie au cours de second semestre de 2017.

L'analyse de la structure des crédits par secteur juridique à fin juin 2017, rachats de créances non performantes déduits, montre que la part des crédits au secteur public est passée de près de 49,97 % à fin 2016 à 49,21 % à fin juin 2017 et celle des crédits au secteur privé est passée de 50,03 % à 50,78 % dont 7,04 % aux ménages.

Sur la base des situations mensuelles des banques, les crédits accordés au secteur économique public, rachats de créances non performantes déduits, ont atteint 4168,9 à fin juin 2017 contre 3952,8 milliards de dinars à fin 2016, soit une hausse de 5,5 %. Les crédits accordés au secteur privé (entreprises et ménages) ont cru de 8,7 %, passant de 3955,0 milliards de dinars à fin décembre 2016 à 4299,7 milliards de dinars à fin juin 2017.

Les crédits accordés aux ménages, essentiellement des crédits hypothécaires, ont atteint 596,5 milliards de dinars à fin juin 2017 contre 536,6 milliards de dinars à fin décembre 2016, soit une hausse de 11,2 % contre 7,1 % au premier semestre de 2016 et 7,7 % au second.

L'évolution de la structure des crédits par maturité, rachats de créances déduits, indique la prédominance des crédits à long terme, principalement les crédits accordés aux entreprises publiques du secteur de l'énergie. Ainsi, la part

des crédits à court terme est passée de 24,2 % à fin 2016 à 23,84 % à fin juin 2017, celle des crédits à moyen de 22,9 % à 23,2 % et celle des crédits à long termes de 52,9 % à 53,0 %.

Le ratio crédits bancaires / dépôts collectés en dinars, qui était de 69,5 % à fin 2013 est passé à 79,1 % à fin 2015 puis à 87,1 % à fin 2016 et enfin à 89,1 % à fin juin 2017 ; cela indique une baisse de l'excédent de ressources collectées par les banques comparativement aux crédits distribués. En conséquence, la baisse de la liquidité bancaire, entamée en 2015, s'est poursuivie en 2016 pour se stabiliser au premier semestre de 2017. Elle est passée, en effet, de 2730,9 milliards de dinars à fin décembre 2014 à 1832,6 milliards à fin décembre 2015, pour atteindre 820,9 milliards à fin 2016 et clôturer à 779,9 milliards de dinars à fin juin 2017. Si la liquidité bancaire s'est détériorée au cours des années 2015 et 2016, impactée par les déficits élevés de la balance des paiements et corrélativement des dépôts bancaires, sa stabilisation durant le premier semestre de 2017 est concomitante de la reprise des opérations de refinancement des banques par la Banque d'Algérie : opérations de réescompte (août 2016) et surtout opérations d'open market à diverses échéances à partir de mars 2017.

Sous l'effet de la contraction de l'excès de liquidité, la banque d'Algérie avait suspendu les opérations de résorption de la liquidité bancaire fin 2016. Avec le démarrage des opérations d'open market (à 7 jours puis à 3, 6 et 12 mois) au premier semestre de 2017, le marché monétaire interbancaire s'est davantage dynamisé de sorte que les montants moyens échangés durant cette période ont atteint 211,6 milliards de dinars contre 153,8 milliards de dinars au second semestre de 2016. De plus, avec la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle hebdomadaire de la liquidité bancaire, adossée à ces opérations, par la Banque d'Algérie, les taux d'intérêt sur le marché au jour le jour et à terme sont nettement remontés par rapport aux années 2015 et 2016, passant d'une fourchette de [0,34375-2,62500] au second semestre de 2016 à un intervalle de [0,87500-3,62500] au premier semestre de 2017 pour les premiers et à des fourchettes de [0,34375-4,00000] et [1,25000-3,50000] respectivement pour les seconds. Le rapprochement et l'ancrage de ces taux sur le taux directeur (open market à 7 jours ; 3,5 %) permettra à la Banque d'Algérie de disposer, à terme, d'un canal effectif de transmission de la politique monétaire.

6. L'inflation

Le rythme annuel moyen de l'inflation, qui s'était accéléré durant douze (12) mois consécutifs jusqu'au mois de mars 2017 (7,07 %), s'est légèrement ralenti au deuxième trimestre de cette année pour atteindre 6,55 % à fin juin (6,40 % pour l'indice national).

Contrairement à juin 2015 où l'essentiel de l'inflation, en moyenne annuelle, était le fait du groupe « biens alimentaires » et notamment les produits agricoles frais, comme en juin 2016 où l'inflation avait atteint 5,2 %, le fait saillant en juin 2017 est que cette inflation est attribuable aux groupes « habillement – chaussures », « transport - communication » et « divers » dont le rythme d'expansion des prix s'élève, respectivement, à 12,2 %, 9,7 % et 11,8 %. La contribution de ces groupes à l'inflation globale a été, respectivement, de 12,25 %, 23,52 % et 18,46 %, soit beaucoup plus que leurs poids respectifs dans l'indice des prix à la consommation (IPC).

Par catégories de produits, le même constat peut être fait. Ce sont les biens manufacturés, dont la croissance des prix, en moyenne annuelle, s'élève à 9,44 % qui expliquent le niveau atteint par l'inflation en juin 2017 puisque cette catégorie contribue pour 51,44 % à l'inflation globale (52,03 % en juin 2016) pour un poids dans l'IPC de 43,1 %. Mais, contrairement à juin 2016 où l'inflation de la catégorie « alimentation » contribuait peu à l'inflation globale, à juin 2017, la croissance annuelle moyenne des prix de cette catégorie de biens est passée de 2,82 % en juin 2016 à 3,39 % en décembre de la même année pour afficher 4,76 % en juin 2017 et sa contribution à l'inflation globale a atteint près de 34 % contre 26,16 % et 25,16 % en juin et décembre 2016. Cette accélération de l'inflation des biens alimentaires est tirée par celle des produits agricoles frais dont les prix ont augmenté de 5,62 %.

En glissement annuel, juin 2017 par rapport à juin 2016, l'inflation s'est nettement décélérée, passant de 7,93 % en juin 2016 à 4,08 % en juin 2017. A l'exception du groupe « divers », ce ralentissement a concerné tous les groupes de produits, notamment le groupe « habillement-chaussures » dont l'inflation a reculé à 8,71 % contre 14,23 % en juin 2016 ; le groupe « transport-communication » (de 12,39 % à 3,79 %) et le groupe « alimentation » (de 5,89 % à 1,85 %). Par catégories, même les biens manufacturés ont vu leur

inflation reculer de 10,24 % à 7,37 % et celle des services diminuer de 8,86 % à 3,31 %. Ces évolutions en glissement annuel indiquent clairement une phase de décélération de l'inflation.

L'indice des prix à la consommation des biens à fort contenu d'import, de poids relatif de 23,1 %, a progressé, en moyenne annuelle, de 0,95 point de pourcentage en une année, atteignant un taux de croissance de 6,70 % à juin 2017. Néanmoins sa contribution à l'inflation globale a reculé de 0,87 % point de pourcentage en six (06) mois à 20,88 %.

L'inflation sous-jacente (en moyenne annuelle), mesurée par l'évolution de l'indice des prix hors produits à prix volatils, en l'occurrence ceux des produits agricoles frais, qui s'était accélérée entre juin et décembre 2016, passant de 6,66 % à 7,75 %, a reculé à 6,83 % en juin 2017 mais demeure toujours supérieure à l'inflation globale. Cela reflète le caractère persistant de l'inflation structurelle.

1 - SITUATION DE LA BANQUE D'ALGERIE

<i>En millions de DA</i>	2015	2016				2017	
	31 déc. 15	31 mars 16	30 juin 16	30 sept 16	31 déc. 16	31 mars 17	30 juin 17
AVOIRS EXTERIEURS	15 524 825	15 024 554	14 330 106	13 472 240	12 696 443	12 025 863	11 579 793
CREANCES SUR L'ETAT	1 464	1 706	279 426	278 982	2 115	281 758	281 906
CREANCES SUR LES BANQUES	0	0	0	235 326	432 638	382 565	386 222
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES CREANCES	1 667	1 927	1 997	1 970	2 066	2 072	2 083
BASE MONETAIRE	5 220 469	5 338 923	5 160 532	5 404 591	5 401 048	5 698 903	5 556 662
DONT BILLET ET MONNAIES EN CIRCULATION	4 183 778	4 359 610	4 482 844	4 635 147	4 566 889	4 660 719	4 749 003
DONT DEPOT DES AUTRES INST FINANCIERES	1 036 691	979 313	677 688	769 443	834 159	1 038 184	807 659
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	2 270	2 180	2 362	2 334	2 291	2 346	2 103
DEPOT DE L'ETAT	2 157 823	1 059 896	1 111 778	1 255 884	872 178	72 086	597 730
AUTRES POSTES NETS	8 147 394	8 627 188	8 336 857	7 325 709	6 857 745	6 918 923	6 093 509

2-SITUATION DES BANQUES DE DEPOTS

<u>En millions de DA</u>	2015	2016				2017*	
	31 déc 15	31 mars 16	30 juin 16	30 sept 16	31 déc 16	31 mars 17	30 juin 17
- RESERVES	1 091 218	1 008 835	714 204	838 113	888 499	1 082 993	857 444
- AVOIRS EXTERIEURS	57 461	65 958	66 085	70 443	62 317	64 779	66 346
- CREANCES SUR L'ETAT	2 031 138	2 009 492	2 105 574	2 182 731	2 742 916	2 565 525	2 528 533
- CREANCES SUR LE SECTEUR PUBLIC	3 688 944	3 799 858	4 019 982	4 268 364	3 952 823	4 161 063	4 168 945
- CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE	3 586 634	3 601 434	3 721 003	3 808 780	3 954 992	4 009 905	4 299 666
- DEPOTS A VUE	3 891 680	3 852 442	3 770 250	3 889 866	3 732 175	3 865 393	3 952 527
- DEPOTS A TERME	4 443 375	4 574 418	4 356 973	4 365 746	4 409 337	4 578 466	4 578 047
- DEPOTS PREALABLES A L'IMPORTATION	627 511	737 868	806 116	761 180	719 624	708 700	763 791
- ENGAGEMENTS A COURT TERME	204 611	178 858	172 407	154 858	160 432	161 415	156 750
- ENGAGEMENTS A MOYEN ET LONG TERME	3 730	3 942	3 891	3 778	3 519	3 541	3 683
- DEPOTS DE L'ETAT	551 838	567 323	314 950	305 371	355 025	373 407	208 260
- FONDS DE PRETS VERSES PAR L'ETAT	25 072	23 956	22 852	22 109	20 556	18 877	17 469
- CREDITS DE LA BANQUE D'ALGERIE	0	0	0	235 326	432 595	382 565	386 222
- AUTRES POSTES NETS	707 579	546 771	1 179 407	1 430 198	1 768 284	1 791 901	1 854 185

Les dépôts préalables à l'importation ne sont plus inclus dans les dépôts à terme à partir de Janvier 2007

(*) Année 2017 provisoire

3- SITUATION MONETAIRE

<u>En millions de DA</u>	2015	2016				2017*	
	31déc15	31mars16	30juin16	30sept16	31déc16	31mars17	30juin17
- AVOIRS EXTERIEURS NETS	15 375 405	14 909 474	14 221 422	13 385 491	12 596 037	11 926 881	11 487 285
- CREDITS INTERIEURS	7 844 776	9 034 088	9 930 929	10 140 633	10 592 087	11 830 501	11 559 524
'- CREDITS A L'ETAT	567 531	1 630 868	2 187 947	2 061 519	2 682 207	3 657 460	3 088 830
- CREDITS A L'ECONOMIE	7 277 245	7 403 220	7 742 982	8 079 114	7 909 880	8 173 041	8 470 694
'- CREDITS AU SECTEUR PUBLIC	3 688 944	3 799 858	4 019 982	4 268 364	3 952 823	4 161 063	4 168 945
'- CREDITS AU SECTEUR PRIVE	3 588 301	3 603 362	3 722 999	3 810 750	3 957 057	4 011 978	4 301 749

- MONNAIE et QUASI MONNAIE	13 704 511	14 001 203	13 887 338	14 084 676	13 816 309	14 307 112	14 405 677
MONNAIE	9 261 136	9 426 785	9 530 365	9 718 930	9 406 972	9 728 645	9 827 630
QUASI MONNAIE	4 443 375	4 574 418	4 356 973	4 365 746	4 409 337	4 578 466	4 578 047
- DEPOTS PREALABLES A L'IMPORT.	627 511	737 868	806 116	761 180	719 624	708 700	763 791
- ENGAGEMENTS EXTERIEURS A M.-L. TER.	3 730	3 942	3 891	3 778	3 519	3 541	3 683
- FONDS DE PRETS DE L'ETAT	25 072	23 956	22 852	22 109	20 556	18 877	17 469
- AUTRES POSTES NETS	8 859 356	9 176 594	9 432 152	8 654 382	8 628 116	8 719 152	7 856 189

(*) Année 2017 provisoire

4 - STRUCTURE DES DEPOTS

<u>En millions de DA</u>	2015	2016				2017*	
	31 déc 15	31 mars 16	30 juin 16	30 sept 16	31 déc 16	31 mars 17	30 juin 17
DEPOT A VUE	5 153 064	5 129 898	5 121 215	5 175 619	4 909 772	5 140 043	5 165 892
DEPOTS DANS LES BANQUES	3 891 680	3 852 442	3 770 250	3 889 866	3 732 175	3 865 393	3 952 527
DEPOTS A LA BA	16 795	30 567	20 090	23 491	13 219	18 980	27 785
DEPOTS AU TRESOR	537 197	509 226	536 687	484 275	404 986	445 222	339 892
DEPOTS AU CCP	707 392	737 663	794 189	777 987	759 392	810 449	845 689
DEPOTS A TERME	4 443 375	4 574 418	4 356 973	4 365 746	4 409 337	4 578 468	4 578 047
DEPOTS EN DINARS	3 947 348	4 052 201	3 841 751	3 871 506	3 929 917	4 082 319	4 068 355
DEPOTS EN DEVISES	496 027	522 217	515 223	494 240	479 420	496 149	509 693

<u>En pourcentage du total</u>	2015	2016				2017	
	31 déc 15	31 mars 16	30 juin 16	30 sept 16	31 déc 16	31 mars 17	30 juin 17
DEPOT A VUE	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
DEPOTS DANS LES BANQUES	75,52%	75,10%	73,62%	75,16%	76,02%	75,20%	76,51%
DEPOTS A LA BA	0,33%	0,60%	0,39%	0,45%	0,27%	0,37%	0,54%
DEPOTS AU TRESOR	10,42%	9,93%	10,48%	9,36%	8,25%	8,66%	6,58%
DEPOTS AU CCP	13,73%	14,38%	15,51%	15,03%	15,47%	15,77%	16,37%
DEPOTS A TERME	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
DEPOTS EN DINARS	88,84%	88,58%	88,17%	88,68%	89,13%	89,16%	88,87%
DEPOTS EN DEVISES	11,16%	11,42%	11,83%	11,32%	10,87%	10,84%	11,13%

(*) Année 2017 provisoire

5.1- REPARTITION DES CREDITS A L'ECONOMIE* PAR MATURITE

<u>En millions de DA</u>	2015	2016				2017**	
	31 déc 15	31 mars 16	30 juin 16	30 sept 16	31 déc 16	31 mars17	30 juin 17
CREDITS A L'ECONOMIE	7 277 245	7 403 220	7 742 982	8 079 114	7 909 880	8 173 041	8 470 694
CREDITS A COURT TERME	1 710 642	1 691 413	1 835 887	2 006 460	1 914 230	2 020 892	2 019 122
CREDITS A MOYEN TERME	1 641 809	1 676 963	1 724 799	1 755 940	1 810 828	1 756 469	1 962 501
CREDITS A LONG TERME	3 924 794	4 034 844	4 182 296	4 316 714	4 184 823	4 395 680	4 489 072

<u>(En pourcentage du total)</u>	2015	2016				2017	
	31 déc. 15	31 mars 16	30 juin 16	30 sept 16	31 déc 16	31 mars17	30 juin 17
CREDITS A L'ECONOMIE	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CREDITS A COURT TERME	23,51%	22,85%	23,71%	24,84%	24,20%	24,73%	23,84%
CREDITS A MOYEN TERME	22,56%	22,65%	22,28%	21,73%	22,89%	21,49%	23,17%
CREDITS A LONG TERME	53,93%	54,50%	54,01%	53,43%	52,91%	53,78%	53,00%

(**) Année 2017 provisoire

* Crédits directs nets des rachats de créances

5.2 - REPARTITION DES CREDITS A L'ECONOMIE* PAR SECTEUR

<u>En millions de DA</u>	2015	2016				2017**	
	31 déc. 15	31 mars 16	30 juin 16	30 sept 16	31 déc 16	31 mars 17	30 juin 17
Secteur Public	3 688 239	3 799 082	4 019 288	4 267 629	3 952 177	4 160 304	4 168 254
Secteur Privé	3 588 301	3 603 362	3 722 999	3 810 750	3 957 057	4 011 978	4 301 749
dont ménages	465 126	478 672	498 225	514 715	536 600	559 571	596 516
Administration Locale	706	776	694	736	646	759	692
TOTAL:	7 277 245	7 403 220	7 742 982	8 079 114	7 909 880	8 173 041	8 470 694

<u>(En pourcentage du total)</u>	2015	2016				2017	
	31 déc 15	31 mars 16	30 juin 16	30 sept 16	31 déc 16	31 mars 17	30 juin 17
Secteur Public	50,68%	51,32%	51,91%	52,82%	49,97%	50,90%	49,21%
Secteur Privé	49,31%	48,67%	48,08%	47,17%	50,03%	49,09%	50,78%
dont ménages	6,39%	6,47%	6,43%	6,37%	6,78%	6,85%	7,04%
Administration Locale	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%

(*) Année 2017 provisoire

* Crédits directs nets des rachats de créances

6-INDICATEURS DU MARCHE MONETAIRE (FIN DE PERIODE)

<i>En millions de DA</i>	Mars 2016		Juin 2016		Septembre 2016		Décembre 2016		Mars 2017		Juin 2017	
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
		d'intérêt		d'intérêt		d'intérêt		d'intérêt		d'intérêt		d'intérêt
		%		%		%		%		%		%
-REESCOMPTE	0	4,00	0	4,00	235326	3,50	432638	3,50	324382	3,50	0	3,75
-ADJUDICATIONS	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
-PENSIONS	0	4,50	0	4,50	0	4,50	0	4,50	0	4,50	0	4,50
-OPEN MARKET	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	58000	3,50	386222	3,50
- 7 Jours									58000	3,50	0	3,50
- 3 Mois											205782	3,50
- 6 Mois											92337	3,50
- 1 AN											88103	3,50
-TOTALREFINANCEMENT	0		0		235326		432638		382382		386222	
REPRISEDELIQUIDITE												
- A 7 Jours	200000	0,750	200000	0,750	0	0,750	0	0,750	0	0,750	0	0,750
- A 3 Mois	65000	1,250	39000	1,250	0	1,250	0	1,250	0	1,250	0	1,250
- A 6 Mois	45000	1,500	45000	1,500	0	1,500	0	1,500	0	1,500	0	1,500
FACILITES DE DEPÔTS	561421	0,300	236400	0,300	246100	0,300	0	0,000	0	0,000	0	0,000
TOTAL:	871421		520400		246100		0		0		0	
-INTERBANCAIRE AU J/J			15000	0,3438	32000	1,0430	58000	2,5854	31000	0,9052	94800	2,2992
- INTERBANCAIRE A TERME	170300	0,9803	150000	0,7434	96200	1,1023	76000	2,7497	256800	1,3720	167150	2,5024
-TOTAL INTERBANCAIRE	170300		165000		128200		134000		287800		261950	

7-EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE DU DINAR ALGERIEN

		2015		1 ^{er} TRIMESTRE 2016		2 ^e TRIMESTRE 2016		3 ^e TRIMESTRE 2016		4 ^e TRIMESTRE 2016		2016	
		MOYENNE	FINDE PERIODE	MOYENNE	FINDE PERIODE	MOYENNE	FINDE PERIODE	MOYENNE	FINDE PERIODE	MOYENNE	FINDE PERIODE	MOYENNE	FINDE PERIODE
\$	1	100,4641	107,1317	107,9034	108,7168	109,5789	110,3718	109,7812	109,7371	110,5693	110,5274	109,4654	110,5274
YEN	100	82,9923	88,9761	93,7189	96,6673	101,5650	107,3447	107,2643	108,7637	101,2857	94,6742	101,0106	94,6742
£	1	153,6023	158,8078	154,3558	156,0006	157,2449	148,6489	144,2183	142,1097	137,3416	135,7331	148,2511	135,7331
EURO	1	111,4418	117,0575	119,0103	123,3175	123,7489	122,7500	122,5579	122,7300	119,3349	116,3743	121,1766	116,3743

		2016		1 ^{er} TRIMESTRE 2017		2 ^e TRIMESTRE 2017	
		MOYENNE	FINDE PERIODE	MOYENNE	FINDE PERIODE	MOYENNE	FINDE PERIODE
\$	1	109,4654	110,5274	109,9498	110,0140	109,0665	107,8459
YEN	100	101,0106	94,6742	96,7066	98,3717	98,1662	96,2781
£	1	148,2511	135,7331	136,1448	137,1746	139,4987	140,2418
EURO	1	121,1766	116,3743	117,1303	117,6270	120,0294	123,0576

8-INDICATEURS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

En milliards de Dollar US	Année2015	2016						Année2016*	2017*		
		1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	1 ^{er} sem.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	2 ^{ème} sem.		1 ^{er} trim.*	2 ^{ème} trim.	1 ^{er} sem.
-Exportations de biens et services	34,57	6,75	8,01	14,75	8,02	9,97	17,99	32,74	9,42	8,87	18,29
Dont: hydrocarbures	33,08	5,67	6,79	12,47	6,99	8,46	15,45	27,92	8,35	7,78	16,12
- Importations des biens et services	-52,65	-15,62	-15,02	-30,64	-14,72	-14,85	-29,57	-60,21	-16,03	-14,55	-30,58
- Revenus des services facteurs nets	-4,45	-0,14	-0,13	-0,26	-0,74	-0,56	-1,31	-1,57	-0,54	-0,69	-1,23
-Transferts courants nets	2,77	0,65	0,73	1,38	0,68	0,76	1,44	2,82	0,74	0,74	1,48
-Balance courante	-27,29	-8,35	-6,42	-14,77	-6,76	-4,69	-11,45	-26,22	-6,41	-5,63	-12,03
-Investissements directs étrangers nets	-0,69	0,34	0,49	0,83	0,35	0,33	0,67	1,51	0,25	0,32	0,57
-Mobilisations des crédits	0,001	0,00	0,00	0,00	0,00	0,94	0,94	0,94	0,00	0,13	0,13
-Amortissement des prêts	-0,46	-0,07	-0,16	-0,23	-0,064	-0,21	-0,28	-0,50	-0,10	-0,06	-0,16
-Erreurs et omissions et crédits à c.t.	0,90	-0,09	-0,52	-0,62	-0,37	-0,98	-1,35	-1,96	-0,12	0,56	0,43
-Compte de capital	-0,25	0,18	-0,19	-0,01	-0,09	0,08	-0,01	-0,02	0,03	0,94	0,97
-Solde global	-27,54	-8,17	-6,60	-14,78	-6,85	-4,61	-11,46	-26,23	-6,38	-4,68	-11,06

*Situation provisoire

9 - INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES

Milliards de Dinars

DESIGNATION	2016				2017 *	
	à fin mars	à fin juin	à fin sept.	à fin déc	à fin mars	à fin juin
- RECETTES BUDGETAIRES	1 169,6	2 316,6	3 927,8	5 042,2	1 257,9	3 622,0
RECETTES HYDROCARBURES**	478,2	883,1	1314,0	1781,1	514,0	1121,3
RECETTES HORS HYDROCARBURES	691,4	1433,4	2613,8	3261,1	743,9	2500,8
RECETTES FISCALES	615,8	1335,8	1841,9	2422,9	672,7	1433,6
RECETTES NON FISCALES	75,6	97,6	771,9	838,2	71,2	1067,1
DIVIDENDES DE LA BANQUE D'ALGERIE	0,0	0,0	610,5	610,5	0,0	919,8
- TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	2406,3	4100,3	5494,5	7383,6	2362,9	3876,5
DEPENSES COURANTES	1505,3	2527,8	3478,6	4591,4	1533,7	2473,2
DEPENSES EN CAPITAL	901,0	1572,5	2015,9	2792,2	829,3	1403,3
- FONDS D'ASSAINISSEMENT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- SOLDE BUDGETAIRE	-1 236,7	-1 783,7	-1 566,8	-2 341,5	-1 105,0	-254,5
- SOLDE GLOBAL DU TRESOR	-1 226,6	-1 769,0	-1 658,7	-2 387,3	-1 110,9	-384,1
- FINANCEMENT	1 226,6	1 769,0	1 658,7	2 387,3	1 110,9	384,1
BANCAIRE	1 123,6	1 077,0	1 096,4	1 520,0	581,1	-115,8
NON BANCAIRE	103,7	694,0	564,5	765,2	530,7	501,3
EXTERIEUR (NET)	-0,7	-1,9	-2,3	102,1	-0,9	-1,4

Source : Ministère des finances - données provisoires

* Situation provisoire

** Dont dividendes